

<https://www.pressegauche.org/Enquete-de-la-FPPE-CSQ-et-du-SPPERY-CSQ-Le-quart-des-professionnelles-et-professionnels-de-l-education-de-la-region-de-Richelieu-Yamaska>



Enquête de la FPPE-CSQ et du SPPERY-CSQ - Le quart des professionnelles et professionnels de l'éducation de la région de

Date de mise en ligne : lundi 19 avril 2021

Richelieu-Yamaska songent à quitter leur emploi

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

GRANBY, QC, le 19 avril 2021 - « Les conditions de travail des professionnelles et professionnels de l'éducation oeuvrant dans les écoles de la région de Richelieu-Yamaska sont à ce point difficiles que le quart d'entre eux songent à quitter leur emploi. »

Tel est l'un des faits saillants qui ressort d'une enquête menée par la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) et le Syndicat des professionnelles et professionnels de l'éducation pour les régions de Richelieu et Yamaska (SPPERY-CSQ) auprès de leurs membres à l'emploi des centres de services scolaires Sorel-Tracy, Saint-Hyacinthe et Val-des-Cerfs.

Le président de la FPPE-CSQ, Jacques Landry, et la présidente du SPPERY-CSQ, Marlène Bouchard, ont dévoilé ce matin, en conférence de presse, un portrait préoccupant de l'état des conditions de travail et de pratique des professionnelles et professionnels de l'éducation de la région de Richelieu-Yamaska. Parmi celles et ceux qui songent à quitter leur emploi pour une autre raison que la retraite, 28 % souhaiteraient occuper un emploi similaire dans le secteur public, mais ailleurs que dans le réseau scolaire, alors que 31 % préféreraient occuper un emploi similaire dans le secteur privé.

Les principales raisons invoquées par celles et ceux qui souhaitent quitter leur emploi sont la lourdeur de la tâche pour 61 % d'entre eux, le manque de reconnaissance pour 61 % des répondantes et répondants et, finalement, le salaire insuffisant pour 19 %.

Des données préoccupantes

La présidente du SPPERY-CSQ, Marlène Bouchard, ajoute que toutes les professionnelles et tous les professionnels interrogés déplorent de ne pas pouvoir intervenir auprès de tous les élèves ayant des besoins, ni même agir dans un contexte de prévention.

Ainsi, 73 % des répondantes et répondants soutiennent que seuls les élèves qui présentent les problèmes les plus urgents ont accès aux services, alors que 46 % affirment que c'est également le cas pour les élèves qui dérangent en classe. Autres données troublantes : 65 % disent ne pas avoir le temps de faire d'interventions préventives et 75 % reconnaissent qu'il leur est impossible de faire le nombre de suivis qu'ils jugent requis. De plus, 19 % soutiennent ne pas pouvoir faire de suivis et d'interventions même après qu'il y a eu une évaluation.

D'autre part, pour ce qui est de la surcharge de travail, 58 % des répondantes et répondants l'attribuent au fait qu'il y a un manque de ressources professionnelles dans tous les corps d'emploi, alors que 37 % déplorent également le trop grand nombre d'écoles à desservir.

Finalement, les personnes interrogées sont d'avis que le manque de ressources professionnelles est causé par l'incapacité à combler les postes (76 % des répondantes et répondants), par la difficulté à retenir les professionnelles et professionnels en poste (56 % des répondantes et répondants) et par le non-remplacement des personnes absentes (55 % des répondantes et répondants).

Une situation qui pèse lourd

« Malheureusement, les problèmes que rencontrent quotidiennement les professionnelles et professionnels de la région ne s'arrêtent pas là. Nous pourrions également mentionner les locaux inadéquats, des espaces de travail peu stimulants, l'obligation de prioriser les interventions tout en sachant ne pas pouvoir aider d'autres élèves ayant des besoins et l'augmentation constante des besoins sans que les ressources suivent. Ce sont là autant de raisons qui expliquent que plusieurs professionnelles et professionnels jonglent avec l'idée d'abandonner leur emploi », termine Marlène Bouchard.

Une situation semblable partout au Québec

Pour sa part, le président de la FPPE-COQ soutient que la situation difficile vécue dans la région de Richelieu-Yamaska est semblable à celle vécue par le personnel professionnel partout à travers le Québec. « Notre sondage, qui a reçu plus de 3 000 réponses, indique qu'un pourcentage élevé de nos membres songe à quitter son emploi, pourcentage qui varie entre 23,5 % et 51,2 % selon les corps d'emploi. Les raisons invoquées, par ordre d'importance, sont la lourdeur du travail (63 %), le manque de reconnaissance (49 %) et le salaire (41 %). C'est dire à quel point la situation est sérieuse », de commenter Jacques Landry.

À noter que, parmi celles et ceux qui envisagent de quitter leur emploi, la moitié d'entre eux souhaiteraient aller occuper un emploi semblable au privé où ils bénéficieraient de meilleurs salaires et conditions de travail.

Des faits saillants qui interpellent

Parmi les autres faits saillants ressortant du sondage mené auprès de l'ensemble des membres de la FPPE-COQ au Québec, notons les suivants :

- ▶ 78 % des répondants affirment que seuls les élèves ayant un problème jugé urgent ont accès à un service ;
- ▶ 73 % ont identifié une impossibilité de faire le nombre de suivis qu'ils considèrent requis ;
- ▶ 66 % mentionnent l'impossibilité de faire des interventions préventives ;
- ▶ 56 % ont identifié le manque de ressources dans leur corps d'emploi comme première raison de la surcharge de travail.

Une négociation importante

En terminant, Jacques Landry presse le gouvernement du Québec de profiter de la négociation en cours pour discuter sérieusement avec les porte-parole de la FPPE-COQ afin d'identifier des mesures concrètes, notamment pour régler les problèmes urgents de manque de ressources professionnelles. « Actuellement, les discussions, aux tables de négociation, piétinent. Le gouvernement ne propose rien de concret pour améliorer la situation actuelle, qui ne cesse de se détériorer », conclut le président de la FPPE-COQ.